



Bureau Intégré
des Nations Unies
en Haïti

Rapport du Secrétaire général

Bureau Intégré
des Nations Unies en Haïti

S/2026/574

Période de publication :

20 Juillet 2026

Ce document non officiel a été conçu à partir du rapport du Secrétaire général soumis en application de la résolution 2814 (2026) du Conseil de sécurité. Par cette résolution, le Conseil a prorogé jusqu'au 31 janvier 2027 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), conformément à la résolution 2476 (2019) ayant établi le BINUH. Il présente les principaux développements survenus depuis le dernier rapport, en date du 14 avril 2026.

Évolution de la situation



16 mai 2026

Visite du Secrétaire général - appel à un soutien international renforcé et engagement à continuer de soutenir un processus politique dirigé par les Haïtiens eux-mêmes.

27 mai 2026

Inauguration des Pôles judiciaires spécialisés pour les crimes de masse, les violences sexuelles et les crimes financiers.

Etablissement du Bureau d'appui des Nations Unies en Haïti dans le respect des délais définis par la résolution 2793 (2025) et début des opérations de la Force de répression des gangs.

Dialogue politique et élections



Accord sur un budget pour les élections.



Sessions de sensibilisation des primo-votants:

2 juin Port-au-Prince, 18 juin Cap Haïtien, 23 juin Les Cayes.



28-30 mai : organisation en partenariat avec l'Université d'Etat d'Haïti d'une conférence internationale sur le processus électoral.



Formation de 369 journalistes dans cinq départements pour un processus électoral pacifique (avec le soutien du Fonds de consolidation de la paix et de OHCHR).



Consultations le 16 avril avec des représentants du secteur privé, et le 27 avril, de la société civile (femmes, cultes, médias).



Entre avril et juin, soutien à une association de média pour la formation de 200 journalistes en ligne en Haïti et de la diaspora.



Consultations du 2 au 27 avril (institutions nationales et société civile) pour un soutien international à la mise en œuvre d'un programme national de DDR.

Sécurité, état de droit et droits humains

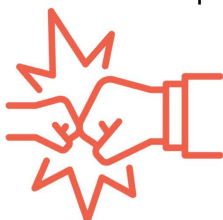
Violence des gangs



Restauration partielle de la présence de l'Etat dans les communes de

Delmas et Port-au-Prince

et dans certains sites institutionnels autour du Champs-de-Mars.



Intensification de la violence dans les départements de l'Artibonite et du Centre – expansion dans le Sud-Est.

**Affrontements
entre gangs**

dans La Plaine du Cul de Sac
(Cité-Soleil-Croix-des-Bouquets).



825 cas de violence sexuelle documentés entre le 1 mars et le 31 mai.

84% de viols collectifs.

Justice, administration pénitentiaire



Le 28 mai, le comité de suivi de la chaîne pénale, avec l'appui du BINUH, a réuni 26 acteurs clés pour débattre de la question de la détention provisoire prolongée.

Au 30 juin, 7 563 détenus
Taux d'occupation : 313 %

413 femmes
263 garçons
20 filles

82 %

de la population carcérale totale en détention préventive.



Bureau Intégré
des Nations Unies
en Haïti

Rapport du Secrétaire général

Bureau Intégré
des Nations Unies en Haïti

S/2026/574

Période de publication :
20 Juillet 2026

DROITS DE L'HOMME

En avril

40 cases d'exécutions sommaires potentiellement perpétrées par des officiers de police transmis à l'Inspection générale de la Police nationale d'Haïti

Entre mai et juin

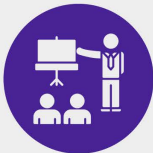
Formation de plus de 1 300 officiers et 30 commandants des unités spécialisées de la PNH impliquées dans la lutte contre les gangs.

Entre avril et mai

149 représentants de la société civile dans huit départements ont été formés à la collection de données contre la corruption.

Formation

270 personnels de la Force de répression des gangs ont été formés sur la protection de l'enfance et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels.



Les clubs Paix et Intégrité

soutenus aussi par le Fonds de consolidation de la paix, ils ont poursuivi leurs activités dans 15 écoles de la capitale.



Situation humanitaire

6,4 millions de personnes, la moitié de la population d'Haïti, a besoin d'une aide humanitaire.

1,47 millions de déplacés, 12% de la population.

Au 15 juin, seulement 25% du plan de réponse humanitaire a été reçu (total requis : 880,3 millions de dollars).

POUR PLUS D'INFORMATION
RETROUVER L'INTEGRALITE DU RAPPORT AUX LIENS SUIVANTS:



<https://binuh.unmissions.org/fr/rapports>